

Retour sur le Sommet Union africain – Union européenne de Luanda

Loukman KONATÉ, Président - Fondateur IARS

Stéphane MORTIER, Secrétaire Général IARS

Vingt-cinq ans après la signature de la toute première stratégie commune entre les deux continents au Caire, l'Union africaine (UA) et l'Union européenne (UE) se sont retrouvées à Luanda pour un sommet hautement symbolique. À la fois rencontre politique, exercice diplomatique et tentative de redéfinition d'une relation souvent qualifiée de déséquilibrée, ce 7eme Sommet a offert un panorama exhaustif des relations euro-africaines, qu'elles soient convergentes ou divergentes.

Chefs d'État et de gouvernement, ministres, experts et représentants de la société civile ont tenté de dresser une feuille de route autour du thème « Promouvoir la paix et la prospérité grâce à un multilatéralisme effectif ». L'Europe et l'Afrique entretiennent depuis quelques années des relations empreintes à la fois de collaborations stratégiques mais aussi de nombreuses incompréhensions. Dans un contexte géopolitique mondial complexe ponctué par une guerre économique particulièrement féroce et des conflits armés persistants, les relations entre les deux continents doivent être repensées en profondeur et répondre aux enjeux économiques et sécuritaires de chacun. Cependant deux sujets restent problématiques et concentrent les difficultés : la question migratoire et la question de la reconnaissance du passé.

Investissements et transformation économique dans un environnement géopolitique et sécuritaire complexe

L'Angola est devenu l'un des pôles de stabilité en Afrique australe et occupe le siège tournant de la présidence de l'UA en 2025, symbolisant ainsi l'émergence d'un leadership africain. La tenue du Sommet à Luanda est fort de sens et intervient dans une période de forte compétition géopolitique sur le continent : Chine, États-Unis, Inde, Russie, Turquie, Pays du Golfe,... y renforcent depuis des années leur présence économique, sécuritaire et diplomatique. Face à cette

pluralité d'acteurs, l'Europe cherche à réaffirmer son rôle historique, tout en transformant une relation souvent accusée de reproduire des schémas hérités de la colonisation.

Sur le plan économique, le sommet a réaffirmé une série d'engagements majeurs. L'Union européenne a rappelé son ambition de soutenir la diversification des économies africaines, l'industrialisation locale, et la création d'emplois durables, essentiellement dans les secteurs suivants : infrastructures stratégiques, énergies renouvelables, développement numérique, renforcement des chaînes de valeur africaines, valorisation et transformation locales des matières premières. Il s'agit des sujets que l'Institut Africain de la Réflexion Stratégique avait abordés lors de la 4ème édition du Débat Africain de l'Intelligence Économique à Kinshasa en septembre 2025 (Voir le Livre Blanc disponible en téléchargement).

Au cœur du dispositif européen, l'initiative Global Gateway occupe une place centrale, avec la possibilité de mobiliser des financements destinés aux grands projets d'infrastructures et à la transition écologique. Également, la mise en œuvre opérationnelle de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) constitue un axe majeur du partenariat : l'UE, premier partenaire commercial du continent, espère contribuer à fluidifier les échanges intra-africains et à renforcer la compétitivité des économies locales.

Cependant, si les annonces et engagements potentiels ont été nombreux, les modalités concrètes restent parfois floues. Les précédentes éditions des Sommets UA–UE n'ont pas toujours été particulièrement suivies d'effets : des engagements prometteurs, mais des réalisations souvent lentes, freinées par des procédures administratives européennes complexes, des blocages politiques nationaux en Afrique et des stratégies financières difficiles à mobiliser. L'enjeu essentiel n'est plus le volume de financements annoncé, mais la capacité des deux continents à construire un partenariat d'investissement centré sur les besoins réels des économies africaines, dans une perspective gagnant-gagnant et au profit des populations locales. La question de la souveraineté économique des États africains, notamment face à la pression croissante des marchés mondiaux sur les ressources du continent, en est le point central et l'enjeu stratégique majeur.

Il ne s'agit toutefois pas d'occulter les questions purement sécuritaires : le Sommet de Luanda a réaffirmé l'importance du soutien européen aux efforts africains de stabilisation, en particulier dans plusieurs régions en crise : Sahel, Corne de l'Afrique, Grands Lacs. Toutefois, la coopération sécuritaire UE–UA traverse une période de redéfinition, notamment depuis le retrait ou la réduction progressive de nombreuses missions militaires européennes, essentiellement françaises

(Tchad, Niger, Sénégal, Centrafrique,...), remplacées ou concurrencées par des acteurs extérieurs comme la Russie ou certaines puissances du Golfe voir par des sociétés militaires privées turques ou chinoises.

Dans ce contexte, l'UA plaide pour une autonomie stratégique africaine dans le financement et la structuration de ses forces de maintien de la paix. L'UE, de son côté, continue de soutenir financièrement et techniquement plusieurs initiatives, mais sa capacité à jouer un rôle central dans la sécurité africaine est régulièrement questionnée. La réorientation des soutiens militaires et financiers vers l'Ukraine tend à faire de l'Afrique un continent délaissé par les européens en la matière.

Sur le plan plus global de la gouvernance, le Sommet a rappelé l'importance du respect de l'État de droit, de la lutte contre la corruption et de la consolidation des institutions démocratiques. Toutefois, ces messages, souvent perçus comme unilatéraux et liés à la non-reconnaissance du passé, n'ont pas été assortis de mesures réellement nouvelles.

Deux questions qui cristallisent les bonnes relations

Migration et passé colonial sont les deux sujets qui crispent les relations entre les deux continents. La question migratoire est le sujet sur lequel les divergences entre l'Afrique et l'Europe sont les plus visibles. L'UE, préoccupée par la pression migratoire vers ses frontières méridionales, continue de considérer la gestion des flux migratoires comme une priorité stratégique. Or une étude du Joint Research Centre de la Commission européenne démontre la dépendance de l'Europe à l'Afrique, notamment pour les minerais critiques, et met en lumière un dilemme : la libéralisation de la circulation des richesses et la criminalisation de la circulation des personnes ([JRC Publications Repository - Building Africa-EU raw materials knowledge base](#)). L'exportation des matières premières africaines vers l'Europe profite aux européens et très peu aux africains, alimentant ainsi la phénomène migratoire. Seul donc le développement économique par l'intégration locales des chaînes de valeurs, la diversification de l'économie et la souveraineté économique constitue la solution à une diminution des migrations.

Toutefois, les discussions à Luanda ont porté sur des problèmes concrets tels que la coopération en matière de lutte contre les réseaux de trafic, les accords de réadmission, le

renforcement des capacités de surveillance aux frontières, les voies de migration légale, bien que celles-ci restent limitées. Mais pour de nombreuses délégations africaines, cette approche demeure problématique. Beaucoup reprochent à l'UE de privilégier les politiques de réduction des migrations, au détriment d'une vision plus équilibrée fondée sur la mobilité professionnelle, académique ou économique. Plusieurs dirigeants africains ont exprimé leur frustration face au manque d'ouverture de l'Europe concernant les visas, l'accès aux études ou la libre circulation des travailleurs qualifiés. En d'autres termes, pour les États africains tant que l'Europe considérera la migration uniquement comme un risque, la confiance restera fragile.

Quant à la reconnaissance du passé, la question de la mémoire et de l'histoire reste une pierre d'achoppement entre les deux continents. Plusieurs représentants africains ont insisté sur la nécessité pour l'Europe de reconnaître clairement les responsabilités historiques liées à la colonisation, à la traite négrière et aux violences structurelles du passé. Ces demandes récurrentes ne concernent pas spécifiquement une réparation matérielle, mais plutôt une forme de reconnaissance symbolique nécessaire pour établir une relation authentiquement égalitaire.

Si certains leaders européens se sont dits ouverts à un dialogue plus approfondi sur ces questions, aucun engagement concret n'a été formalisé. Ce manque d'avancées alimente la perception d'un partenariat qui évite encore certains sujets fondamentaux et peine à rompre avec les tabous hérités de l'histoire, laissant ainsi l'opportunité d'un renforcement des relations de l'Afrique avec d'autres partenaires comme la Chine et la Russie entre autres.

Afrique-Europe : un partenariat en recomposition ou en déliquescence ?

Malgré les critiques qui peuvent être émises, les deux continents reconnaissent la nécessité de renforcer leurs liens face aux défis globaux : changement climatique, développement durable, transition énergétique, sécurité alimentaire, transformation numérique, croissance démographique, multiplication des conflits,... Ces défis doivent être abordés, analysés, faire l'objet de politiques publiques et de coopérations internationales. C'est en ce sens que les travaux et activités de l'Institut Africain de la Réflexion Stratégique contribuent à une réflexion globale sur les enjeux stratégiques qui feront l'Afrique de demain.

Au-delà du Sommet lui-même, de nombreuses rencontres parallèles — société civile, think

tank, organisations de jeunesse, secteur privé — et publications (blogs, revues, réseaux sociaux,...) ont montré que la relation UE-UA ne se limite pas aux seuls grands raout de chefs d'État et de gouvernement. Une nouvelle génération d'acteurs, plus directe, plus exigeante, plus informée, avec des compétences fines, avec des visions stratégiques,...cherche à prendre part à la construction de ce partenariat. Leur place est grandissante et de plus en plus pertinente dans le dispositif d'information et d'action.

À Luanda et simultanément ailleurs dans le monde, Européens et Africains ont annoncé des progrès potentiels importants, mais des écueils persistent : asymétrie perçue, manque de reconnaissance historique, difficultés dans la mise en œuvre des projets, désaccords sur la gestion des migrations,... Ces écueils montre le visage d'une Afrique plus affirmée, qui demande à être considérée comme un partenaire stratégique à part entière, et non comme un simple bénéficiaire d'aides ou un voisin problématique. Il s'agit d'une véritable affirmation de la souveraineté africaine. L'Europe, quant à elle, doit prendre conscience qu'il est temps de changer son paradigme de perception et de coopération avec le continent africain.